

«LES JEUNES - CONSOMMATEURS OU GENERATEURS ACTIFS DE LA POLITIQUE!?»

Monika Panayotova, Membre du Parlement européen

Introduction

Selon un rapport des Nations Unies de janvier 2013, les jeunes âgés entre 15 et 25 ans représentent un cinquième de la population mondiale. Malgré ce fait, les jeunes participent moins que leurs aînés dans la plupart des processus politiques officiels, comme les élections. S'ils sont souvent impliqués dans des processus informels, politiquement pertinents, tels que l'activisme ou l'engagement civique, ils ne sont pas formellement représentés dans les institutions politiques nationales telles que les parlements et beaucoup d'entre eux ne participent pas aux élections.

Ceci remet en question la représentativité du système politique et conduit parfois à la marginalisation des jeunes citoyens. De cette manière les stéréotypes qui considèrent les jeunes comme désintéressés de la politique, comme des objets de politique sociale ou comme un problème sont potentiellement renforcés. Voilà pourquoi je voudrais attirer votre attention sur deux principaux points :

I/ Les jeunes comme générateurs actifs de la vie politique

II/ Les jeunes comme objets de la politique

En ce qui concerne le premier point nous avons plutôt besoin d'une approche spécifique qui prenne en compte les trois principales perceptions erronées sur les jeunes:

1/ comme un groupe cible pendant les élections

2/ comme un groupe vulnérable

3/ comme supporteurs justement des décisions déjà prises par les partis politiques et par les politiciens

En ce qui concerne le deuxième point nous devons mettre l'accent sur le fait que la politique de la jeunesse a un caractère horizontale, c'est-à-dire, elle est liée aux différents domaines des politiques sectorielles - l'éducation, la santé, les politiques sociales, économiques, etc. Voilà pourquoi **la réforme de l'éducation est le moteur décisif pour combattre le chômage des jeunes /4/.**

I. Les jeunes comme générateurs actifs de la vie politique

Nous parlons assez souvent des jeunes électeurs, les supporters, les membres du parti etc., mais nous ne devons pas oublier que les électeurs sont surtout des gens. C'est pourquoi les jeunes électeurs représentent un groupe différent et nous ne pouvons pas les généraliser et mettre tout le monde dans la même catégorie.

Voilà pourquoi nous allons surmonter les trois stéréotypes erronés qu'on a déjà mentionnés et que je voudrais développer ci-après.

1. La jeunesse - un groupe cible pendant les élections

Les jeunes ne doivent pas être un groupe cible pour les politiciens seulement pendant les élections. Nous pourrions observer que pendant les campagnes politiques l'un des principaux messages pour attirer plus d'électeurs c'est le message à l'égard des jeunes. De cette manière se transmet un message aux gens qui ont plus de 18 ans, à leurs parents et grands-parents.

Malheureusement très souvent se sont des messages vides qui ne sont pas appliqués avec un aspect jeunesse dans les politiques sectorielles.

La participation des jeunes doit être prise en considération avant, pendant et après les élections. Le rapport de l'ONU « Améliorer la participation politique des jeunes à travers tout le cycle électoral » nous donne de très bonnes idées dans cette direction.

Nous pourrions y découvrir comment créer des espaces de participation pour les jeunes pour :

- Encourager la participation des jeunes et l'éducation civique continue dans les écoles et les universités.

- Soutenir les organisations de développement communautaires et de bénévolat dirigées par des jeunes.
- Fournir un soutien flexible et facile d'accès à des projets de jeunes innovants de petite échelle.
- Utiliser les plates-formes en ligne pour le partage des connaissances et le développement de réseaux entre les jeunes engagés politiquement.
- Encourager des mesures de discrimination positive telles que les quotas de jeunes et de femmes au sein des partis politiques.
- Appuyer le développement de sections jeunesse fortes dans les partis politiques.
- Offrir des possibilités de développement des capacités aux jeunes membres de partis politiques dans un contexte multipartite.
- Assurer l'implication des jeunes dans toutes les phases des campagnes d'éducation des électeurs.
- Mettre en œuvre des stratégies multimédias et l'utilisation de nouvelles technologies pour attirer l'attention des jeunes.
- Inclure des jeunes dans les organismes de gestion électorale, en tant qu'agents de bureau de vote et observateurs électoraux.
- Faire entendre les voix des jeunes dans les parlements et les gouvernements.
- Faciliter la création des conseils d'administration/des parlements de jeunes, menés par des jeunes.
- Inviter des groupes de jeunes à visiter les parlements nationaux et en lançant des programmes de stage pour les étudiants dans les parlements.
- Former et soutenir les jeunes parlementaires.

Ceci nous montre clairement que nous avons besoin d'une solution de bas en haut, et non d'une approche du haut en bas. Le soutien à la participation politique des jeunes devrait s'étendre tout au long de la vie. Si les jeunes se sentent impliqués dans les processus avant les élections, ils ne pourront pas être indifférents au sujet du vote. Les jeunes qui participent activement à leur communauté, très tôt, sont plus susceptibles de devenir des citoyens et des électeurs engagés.

2. La jeunesse - un groupe vulnérable

La jeunesse ne doit pas seulement être perçue comme un groupe qui a besoin de soins et de protection. Il faut considérer les jeunes comme « **des agents potentiels du changement** » – **en faisant partie de la solution des défis et en n'étant pas un problème à résoudre par d'autres**. En outre, les jeunes ne forment pas un bloc homogène et d'autres facteurs sociaux (tels que le genre, la zone d'habitation rurale ou urbaine, l'ethnie et la langue, entre autres) doivent être pris en compte dans la conception des interventions.

Il existe deux manières de stimuler la participation des jeunes au processus politique :

D'une part, nous avons **besoin de plus de jeunes dans la vie politique**. Il s'est avéré bénéfique que les interventions visant à aider les jeunes soient le plus possible conduites par des jeunes politiciens, grâce à la proximité du langage et la manière de penser.

D'autre part, nous avons besoin de jeunes gens qui pourront mettre leur expertise au service du processus politique. Les jeunes ne devraient pas être consommateurs du contenu politique, ils devraient devenir des générateurs actifs de ce contenu. Ainsi l'acquisition d'une capacité à délibérer, à juger, à choisir, à négocier devient essentielle. Leurs compétences doivent être basées non seulement sur la théorie mais également sur la vie pratique. À cet égard la création des académies politiques au sein des partis politiques et des écoles politiques publiques ou au sein des ONG comme l'École bulgare de politique représente un bon exemple.

Dans les deux cas, les jeunes gens se rendront compte que rien dans la politique n'est si simple qu'il y paraît de l'extérieur.

3. Les jeunes et le rôle des parties politiques

Dans de nombreux pays, les relations entre les jeunes et les partis politiques sont tendues. Les jeunes sont en retrait de la politique mais cela n'est pas du désintérêt bien au

contraire. Ils souhaitent plus de démocratie et aimeraient mieux en comprendre le fonctionnement et y participer.

Le processus de participation demande des efforts dans les deux sens. Les jeunes peuvent acquérir les compétences et la motivation pour réussir à interagir avec les partis politiques. En même temps, les partis politiques pourraient être encouragés à créer des espaces pour eux en éliminant les barrières à l'engagement des jeunes.

II. Les jeunes comme objets de la politique

Après la crise économique et mondiale le chômage des jeunes et leur entrée sur le marché du travail en Europe sont devenus l'un des principaux défis des institutions nationales et européennes. Le renforcement des capacités individuelles commence à l'école, voilà pourquoi les jeunes ont besoin d'un enseignement plus complet qui réponde aux besoins du marché du travail. De manière générale, les personnes possédant les niveaux de formation les plus élevés disposent des meilleures perspectives d'emploi.

4. L'éducation - le moteur décisif pour combattre le chômage des jeunes

Dans le monde dynamique d'aujourd'hui, l'éducation doit rattraper le pouls du temps. Pour cette raison, je voudrais souligner trois points essentiels :

a/ Tout d'abord, l'éducation est un système conservateur et nous devons trouver l'équilibre entre les avantages de la nature conservatrice du système d'éducation et les changements nécessaires qui permettront de suivre la dynamique des évolutions contemporaines.

b/ Ensuite, il nous faut une nouvelle architecture du système d'éducation - c'est à travers du développement des qualifications et des compétences particulières que nous allons réussir, et non à travers l'accumulation automatique et la reproduction des connaissances.

À cet égard, le nouveau programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport pour la période 2014-2020 - Erasmus + est un exemple d'un bon instrument visant le développement de compétences générales (*soft skills*) et compétences culturelles.

c/ Enfin, le défi de la mondialisation n'est pas seulement de faire les choses de la meilleure façon, mais d'innover. Par conséquent, nous devons développer le potentiel entrepreneurial des jeunes.

Le travail du Parlement européen dans ces domaines. Nous avons adopté des rapports qui font appel :

- à l'introduction d'éléments de la formation par alternance pour assurer une mise au point sur les compétences et la pratique ;
- à l'internationalisation de l'enseignement supérieur ;
- à l'utilisation de nouvelles technologies pour rendre le processus de l'enseignement plus efficace.

En tant que membre de la Commission de la culture et de l'éducation j'ai travaillé sur de différents rapports parmi lesquels - Repenser l'éducation et Les nouvelles technologies et les ressources éducatives libres. Le Parlement a également réussi à augmenter le budget des mesures qui visent à combattre le chômage chez les jeunes - avec plus de 40 % pour Erasmus + et avec 2,1 milliards pour la Garantie pour la jeunesse.

Le Parlement européen a également débâté sur « Entrepreneuriat 2020 » et les mesures dont nous avons besoin pour stimuler l'esprit d'entreprise en Europe. À cet égard, j'ai **proposé à la Commission européenne de déclarer 2017 - Année européenne de l'entrepreneuriat**. Cette proposition fait maintenant partie intégrante de la résolution officielle du Parlement européen « Comment l'Union européenne peut-elle contribuer à créer un environnement favorable afin que les entreprises, les sociétés et les start-up créent des emplois? ». Si la Commission européenne accepte cette proposition ce sera une étape cruciale dans la promotion de l'entrepreneuriat comme un choix de carrière attrayant pour les jeunes Européens.
